

« Un certain nombre d'acteurs politiques mènent une guerre contre la vérité »

Le Festival du film d'histoire de Pessac, en Gironde, débute mardi avec une conférence de l'historien David Colon sur la production et l'utilisation de fausses informations à des fins politiques

Recueilli par **Christophe Loubes**
c.loubes@sudouest.fr

« **S**ecret et mensonge », c'est le thème du Festival du film d'histoire de Pessac. Du 18 au 23 novembre, une cinquantaine de films et une trentaine de conférences-débats y évoqueront la question de la manipulation des faits autour de sujets comme la propagande, les secrets d'État ou les fake news. L'un des temps forts sera la conférence inaugurale, mardi 18 à 18 h 30, sur « La Guerre de l'information : secret et mensonge dans le monde contemporain », par David Colon, chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po Paris. Il travaille en particulier sur les stratégies d'influence, la désinformation et la guerre psychologique. Interview.

Vous dites que l'information est devenue un champ de bataille, mais la propagande n'a-t-elle pas toujours été une composante des relations politiques, militaires, géostratégiques ?

Si, mais l'information est aujourd'hui le champ de bataille principal. Le Hamas n'a aucune chance de remporter une victoire militaire décisive face à l'armée israélienne, mais il a remporté la bataille mondiale pour l'opinion publique. La Russie a très peu de chance de s'emparer de l'Ukraine dans des délais courts, mais dans le champ informationnel elle a déjà remporté des victoires stratégiques, comme l'élection de Donald Trump en 2024.

En 2024, le département de la Justice américain et le FBI ont publié un rapport de 80 pages qui faisait état d'ingérences dans les élections à des niveaux absolument inédits : des gens dans l'entourage de Trump qui sont proches du renseignement russe, des investissements dans sa campagne, la création de sites de médias fictifs, la diffusion massive de faux contenus... Deux oligarques proches du Kremlin avaient aussi contribué au tour de table qui a permis à Elon Musk d'acheter Twitter. Devenu X, il a relayé tous les points de vue russes concernant la guerre en Ukraine. Le Kremlin favorise partout où il le peut l'élection de gens qui vont fragiliser la démocratie. Concernant Trump, il s'agit, non pas de s'en faire un allié, mais de fragiliser la capacité de négociation des États-Unis dans les rela-

tions internationales. Le Kremlin est bien conscient du caractère instable du président américain.

Est-ce qu'on peut faire un parallèle entre cette production de fausses informations et la façon dont on retrouvait des photos dans les régimes dictatoriaux des années 1930 ?

Non, ce que nous connaissons aujourd'hui n'a rien à voir avec le contrôle de l'information par un régime autocratique, c'est la fragilisation de l'environnement informa-

« Sur les réseaux sociaux on est beaucoup plus exposé à des arnaques ou des vidéos générées par IA qu'à un journalisme de qualité »

tionnel par la promotion de contenus générés par des intelligences artificielles. Un document dévoilé récemment par l'agence Reuters indique que les contenus de faible qualité, les scams [des formes d'escroquerie en ligne, NDLR], les contenus interdits, représentent aujourd'hui 10 % des revenus de Meta [la société qui regroupe Facebook, Instagram et WhatsApp, NDLR].

Le journalisme de qualité meurt partout dans le monde. Aux États-Unis, le nombre de journalistes de médias locaux a été réduit de 75 % depuis 2002, et il y a davantage de sites de faux médias locaux que de vrais. La chaîne de production des intelligences artificielles encourage la production et la diffusion de ces contenus de moindre qualité, sans considération pour l'intérêt des utilisateurs et des sociétés.

L'enjeu de la falsification de la vérité est-il plus économique que politique ?

Ce n'est pas qu'on falsifie la vérité ; c'est qu'on génère quelque chose qui n'existe pas. Mais, oui, c'est un enjeu économique pour les plateformes des réseaux sociaux. Entre 2021 et 2024 la visibilité des vrais médias a été diminuée de plus des deux tiers sur Facebook. On y est beaucoup plus exposé à des arnaques ou des vidéos générées par IA qu'à un journalisme de qualité.

Les plateformes valorisent les contenus qui suscitent des likes, des partages, des commentaires, en faisant appel à des émotions comme la co-



« Aux États-Unis il y a aujourd'hui davantage de sites de faux médias locaux que de vrais », dénonce David Colon. SÉBASTIEN BOZON / AFP



Le chercheur David Colon. DAVID ATLAN

« Ça permet à des acteurs économiques ou politiques d'interférer avec le débat public en servant leurs intérêts »

CINQ AUTRES TEMPS FORTS DU FESTIVAL DE PESSAC

« La Face cachée de la finance ». Débat avec l'économiste Dominique Plihon (mercredi, 19 h 30)

« Les Hommes du président ». Film d'Alan J. Pakula sur l'enquête de deux journalistes qui a abouti à l'affaire du Watergate (jeudi, 21 heures)
Entretien avec Mazarine Pingeot, fille de François Mitterrand, sur le non-dit et le poids de l'héritage (vendredi, 14 heures)

« Orwell, 2 + 2 = 5 » (avant-première). Documentaire de Raoul Peck sur l'auteur de « 1984 » (samedi, 21 heures)

« Chopin, Chopin ! » (avant-première). Film de Michal Kwiecinski sur la fin de vie du musicien franco-polonais (dimanche, 20 h 15)
Programmation détaillée sur cinema-histoire-pessac.fr

lère ou la peur. Ça permet à des acteurs économiques ou politiques d'interférer avec le débat public en servant leurs intérêts. Récemment, en Moldavie, le premier client de Facebook était le Kremlin qui, en vue des élections législatives, a inondé la plateforme de publicités déguisées en faveur de ses candidats. Et rien ne contraint aujourd'hui ces plateformes à tempérer leur quête de bénéfices publicitaires.

Vous dites que les démocraties sont particulièrement menacées par cette dérive des médias sociaux. Démocratie et vérité sont deux notions indissociables ?

L'essor d'une presse professionnelle grand public, préoccupée par l'établissement des faits, a permis pendant plus d'un siècle l'essor de l'espace public partagé. Or aujourd'hui cette notion de vérité partagée se fissure. L'époque est marquée par une forme d'indifférence à l'égard de la vérité factuelle, et les réseaux sociaux permettent à des régimes autoritaires de frapper la capacité à distinguer le vrai du faux. Un certain

nombre d'acteurs politiques mènent une guerre contre la vérité factuelle.

Peut-on légiférer contre ces dérives ?

Je ne plaide pas pour qu'on légifère. Trop de législations portent atteinte aux libertés d'expression, d'opinion, d'information au prétexte de lutter contre les manipulations. Il vaut mieux insister pour l'application du DSA [Digital Services Act, une législation européenne qui vise à obliger les grandes plateformes à lutter contre les discours de haine, la désinformation ou le cyberharcèlement, NDLR].

Ou, comme il est très compliqué d'obtenir l'application du DSA, de créer des médias sociaux alternatifs, d'intérêt public, ne reposant pas sur la publicité, ne permettant pas les bots [les programmes informatiques conçus pour exécuter des tâches prédéfinies, NDLR] et les trolls [les auteurs de messages agressifs, NDLR]. Il est urgent de redonner au journalisme de qualité sa prééminence par rapport à des vidéos de chatons générées par IA.